

Veni, Vidi, Lobbi. Le plan Fillon attise les appétits des lobbies

Le nouveau [plan de François Fillon](#) à peine sorti que les lobbies font déjà feu de tout bois pour tenter de tirer leur épingle du jeu.

Il y a ceux qui acceptent le remède, en espérant ne pas avoir à avaler de nouvelles couleuvres (on remarquera dans les phrases précédentes toute la palette rédactionnelle basée sur des expressions toutes faites. Merci, c'est un métier). C'est le cas par exemple dans la restauration qui accepte car "un tiens vaut mieux que tu l'auras surtout quand on a déjà eu trois". Une addition-soustraction qui se compte en milliards bien entendu.

[youtube]<http://www.youtube.com/watch?v=56ZaZ6mmzEc/>[/youtube]

Il y a ceux qui ne résistent pour dire qu'ils existent, suivre leur cœur qui insiste. Ce monde n'est pas le leur. Venez, battez-vous, signez et persistez. Vini, Vedi, Lobbi.

Des internautes atteints de multipolarité

C'est le cas de l'immobilier. Sur plusieurs forums on peut lire les choses suivantes. Notamment la contribution d'un internaute sous le pseudo "Patron de Pme" sur le site [du Figaro](#) "Patron de Pme dit la chose suivante : "Suppression de la loi Scellier = 100 000 chômeurs supplémentaires, 2 Milliards de TVA en moins/An, 528 Millions de charges salariales en moins par an, 840 Millions de charges Patronales en moins pas An. Alors que le cout annuel de l'avantage est de 290 Millions/an... L'adition s'apprend au CP Monsieur Fillon, Monsieur Baroin et Mde Pecresse".

Très bien. Sur le [site Viadeo](#), on peut lire sous la plume de Rodolphe Moutier ceci : "Suppression de la loi Scellier = 100 000 chômeurs supplémentaires, 2 Milliards de TVA en moins/An, 528 Millions de charges salariales en moins par an, 840 Millions de charges Patronales en moins pas An. Alors que le cout annuel de l'avantage est de 290 Millions/an... L'adition et la soustraction s'apprennent au CP Monsieur Fillon, Monsieur Baroin et Mde Pecresse."

Très bien. Et merci à Rodolphe Moutier qui a pris la peine de corriger les fautes d'orthographe, mais pas toute, il reste notamment le circonflexe du mot "coût" à ajouter, mais celui de chômage a fait une réapparition bienvenue.

Sur le site de [Challenges](#) "Centaure Immob" dit ceci : " En effet, outre le fait qu'il manque plus de 400 000 logements en FRANCE, et que 2012 ne verra proposer que 70 000 logements neufs (- 20 000 environ par rapport à 2011). Le manque à gagner pour l'Etat en TVA, TLE etc ... devrait avoisiner les 2 milliards d'euros. De plus, sachant que la construction d'un logement neuf équivaut à 1,5 emplois, on sait donc qu'une baisse de 40 000 livraisons de logements en 2013 entrainerait une hausse de 60 000 demandeurs d'emploi supplémentaires."

Puis c'est au tour de Michel sur [le site du JDD](#). "Suppression de la loi Scellier 100 000 chômeurs supplémentaires, 2 Milliards de TVA en moins/An, 528 Millions de charges salariales en moins par an, 840 Millions de charges Patronales en moins pas An. Alors que le cout annuel de l'avantage est de 290 Millions/an... L'adition s'apprend au CP Monsieur Fillon, Monsieur Baroin et Mde Pecresse". Michel qui reprend donc les fautes de ses copains sur le mot addition par exemple. Ah, l'école. Donc on sait que Michel-Rodophe est dirigeant de PME, et qu'il a du mal à écrire addition, sûrement parce que ce n'est pas lui qui passait à la caisse.

Des propos qui ont le point commun de se rapprocher de ceux de Marc Pigeon, le président de la Fédération des Promoteurs

Immobiliers, qui ne doit pas très bien dormir en ce moment, dans le journal [Les Echos](#) ici sur Dailymotion

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/xln1pl_club-immo-marc-pigeon_news?start=39#from=embediframe[/dailymotion]

ou encore sur [le communiqué de presse](#) de la Fédération des Promoteurs Immobiliers.

“La Fédération condamne une décision néfaste à court, moyen et long terme :

- Cette décision met à brève échéance en danger la construction de logements qui contribue de façon importante à la croissance économique (12% du PIB marchand), représente plus de 100 000 emplois directs et apporte 2,0 Mds€ de recettes à l’Etat et 600M€ aux collectivités locales ;”

La fin programmée du dispositif Scellier met fin à une aide massive aux investisseurs dans le marché de l’immobilier et à l’activité de promoteur immobilier sans pour autant avoir résolu la question du niveau des prix et de l’offre de logements en France. Comme l’indique le site [Immoendanger](#) “Si la nécessité d’augmenter le nombre de nouveaux logements est réelle, cela n’est vrai que dans certaines zones géographiques très précises. Un dispositif de défiscalisation global et sans contrainte sur les prix d’achat des logements est contre productif et tout ça avec l’argent des Français dont d’autres secteurs auraient fort besoin. La fin du dispositif Scellier met un terme à cette aide inadaptée”.